

Extrait du PCF : Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org/Nouvelle-rencontre-pour-les

Après la journée de luttes ce Jeudi 28 à 18h

Nouvelle rencontre pour les retraites à Vénissieux

- Vie politique - Luttes et résistances -

Date de mise en ligne : dimanche 24 octobre 2010

PCF : Communistes de Vénissieux

Jeudi 28 octobre a lieu une nouvelle journée nationale de mobilisation, de lutte, c'est massivement que nous y participerons.

Les communistes de Vénissieux proposent de prolonger cette mobilisation par une rencontre débat :
JEUDI 28 OCTOBRE 2010 A partir de 18 heures

Salle Albert Rivat, Maison du peuple de Vénissieux (8 bd Laurent Gerin)



Quels sont les véritables enjeux de cette réforme ? Comment continuer la mobilisation ? De quelle société avons-nous besoin ? Que doit-on mettre en oeuvre pour, au-delà de la réforme des retraites, construire une véritable alternative politique ?

Ce débat est l'affaire de tous, nous invitons l'ensemble de la population des forces politiques et syndicales à participer.

Une mobilisation toujours plus forte

Malgré les discours mensongers et provocateurs du gouvernement, le mouvement de protestation, de luttes, de manifestations, contre la réforme des retraites a encore pris de l'ampleur.

Le 19 octobre a été une journée très forte de mobilisation. Il y a bien longtemps que l'on n'avait pas vu à Lyon une telle manifestation.

Un Président de la République menteur

Décidément, il n'y a aucune confiance à avoir envers Nicolas Sarkozy, en plus d'être un serviteur fidèle des intérêts des plus riches, il ment.

- Le 24 mai 2010 il disait que

> sans la mise en place de la retraite à 60 ans on aurait beaucoup moins de problèmes,

- alors que dans une interview du 26 janvier 1993 il affirmait :

> « Pour le RMI et pour la retraite à 60 ans j'ai voté pour »

- Le 22 janvier 2007 dans un entretien au journal Le Monde il disait :

> « Le droit à la retraite à 60 ans doit demeurer »

- Le 2 mai 2007 :

> « Le financement des retraites est équilibré jusqu'en 2020 »

- Toujours le 2 mai 2007, répondant à une question d'un journaliste sur la volonté du MEDEF de voir reporter l'âge de départ à la retraite :

> « Je ne le ferais pas, pour un certain nombre de raisons. La 1ère c'est que je n'en ai pas parlé pendant la campagne présidentielle, ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les français, je n'ai donc pas de mandat pour faire cela. Et ca compte vous savez pour moi. »

Ensemble avec la jeunesse pour gagner

Nous condamnons toutes les violences, elles ne peuvent servir que le pouvoir.

Nous ne devons pas laisser affaiblir la force de ce mouvement par les violences de quelques uns pour qui les manifestations ne sont que des occasions pour casser, affronter les forces de l'ordre.

Plus nous serons nombreux dans la rue, plus les parents, les salariés, les sans emplois manifesteront, moins ces violences seront possibles.

Nous disons aux jeunes qui entendent porter la contestation face au gouvernement : « Ne vous faites avoir par les casseurs, ne laissez pas dénaturer votre participation au mouvement. »

Jusqu'au bout restons tous ensemble pour gagner.

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

Un pouvoir violent au service des plus riches

Le gouvernement n'hésite pas à faire usage de la violence envers les manifestants, les salariés qui bloquent leurs usines. Violence sociale envers les travailleurs, les retraités, les sans emplois, les plus démunis, quand des efforts leur sont toujours demandés alors que des cadeaux ne cessent d'être faits aux plus riches, comme le bouclier fiscal. Selon le quotidien les Echos, journal économique au service des employeurs, de la bourse, les entreprises du CAC 40 se sont déjà remises du krach économique et financier survenu en 2008. Retrouvant le niveau d'endettement d'avant-crise, elles disposeraient de 146 milliards d'euros de trésorerie, soit une hausse de 5% par rapport à la même période de l'année dernière. De quoi combler plusieurs fois les besoins de financements du système de retraite par répartition. Mais ce n'est pas ce qui est à l'ordre du jour, puisque ce « confortable matelas de cash », explique le journal, sera « d'abord consacré aux actionnaires, via des rachats d'actions et le versement de dividendes »...

Violence envers la république, la démocratie, quand Sarkozy, le gouvernement, les députés de droite veulent faire passer en force leur projet au Sénat, au Parlement, alors que nous sommes des millions à nous y opposer.

Une réforme dictée par l'Europe

Sarkozy, le gouvernement français, sont aux ordres de l'Union Européenne, elle-même aux ordres des multinationales, des marchés financiers.

Non décidément cette Union Européenne n'est pas faite pour les peuples des pays qui la composent. Depuis son origine cette construction européenne a été bâtie pour répondre aux besoins du patronat et des capitalistes. En 2002 dans les conclusions du Conseil Européen de Barcelone, entérinées par le gouvernement Jospin de l'époque, il était demandé « que la réforme des régimes de retraites soit accélérée en vue de garantir tant leur viabilité financière que la réalisation de leurs objectifs au niveau social » C'est cette décision que le projet de réforme en France tente d'imposer, comme elle entend l'imposer dans les autres pays de l'Union Européenne.

La victoire est possible

Pour gagner le retrait du projet de loi il faut encore amplifier le mouvement. Le gouvernement a imposé le vote bloqué sur l'ensemble du texte au Sénat. Il veut véritablement accélérer le mouvement, étouffer la contestation par un passage en force. C'est sans aucun doute la crainte de voir la pression de la rue, des grèves, de la population devenir encore plus importante. La crainte d'être dans l'obligation de céder parce cette pression sera plus forte que celle des marchés financiers, du patronat.

La victoire est possible, nous pouvons faire reculer le pouvoir. Il faut jeter les bases d'une véritable réflexion sur les changements nécessaires de société, pour répondre aux besoins, aux attentes du peuple.

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux